

# DEC 29/2015

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION ORDINAIRE DE 2015-2016

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 2 octobre 2015

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 2 octobre 2015

## **TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Proposition de virement de crédits n° DEC 29/2015 à l'intérieur de  
la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015**

**E 10571**





Conseil de  
l'Union européenne

**Bruxelles, le 30 septembre 2015  
(OR. en)**

**12504/15**

**FIN 649**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine:	Madame Kristalina GEORGIEVA, vice-présidente de la Commission européenne
Date de réception:	30 septembre 2015
Destinataire:	Monsieur Pierre GRAMEGNA, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 29/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

---

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 29/2015.

\_\_\_\_\_

p.j.: DEC 29/2015



BRUXELLES, LE 30/09/2015

## BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2015

SECTION III - COMMISSION TITRES: 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 26, 32, 33, 34

## VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 29/2015

**1. Introduction**

Chaque année, après avoir examiné l'exécution effective et l'utilisation prévue des crédits de paiement jusqu'en fin d'exercice, la Commission établit une proposition de «virement global» destinée à permettre le rééquilibrage des **crédits de paiement** pour l'exercice en cours. Les besoins de financement constatés sont satisfaits dans la mesure du possible par des virements internes au sein des chapitres budgétaires concernés. La proposition de virement global porte sur les besoins qui ne peuvent être satisfaits par ces virements internes.

La proposition de virement global pour 2015 porte sur des crédits de paiement correspondant à quelque 424,0 millions d'EUR, ce qui représente environ 0,3 % du total des paiements autorisés dans le budget 2015. Ces chiffres sont comparables à ceux du virement global de 2012, qui est la dernière année où l'autorité budgétaire a approuvé intégralement la proposition de la Commission.

Exercice	Valeur du virement global (en millions d'EUR)
2010	1 792,0
2011	719,2
2012	419,7
2013	509,8 <sup>1</sup>
2014	175,1 <sup>2</sup>
2015	424,0

Au total, 73 lignes budgétaires sont concernées (26 pour les renforcements et 47 pour les prélèvements), contre 57 lignes (26 pour les renforcements et 31 pour les prélèvements) dans le virement global qui avait été présenté à la fin de 2014.

Les propositions de renforcements et de prélèvements par rubrique et par grand programme sont les suivantes:

Rubriques		Virement global (en EUR)		
		Renforcement	Prélèvement	Variation nette
1.	<b>CROISSANCE INTELLIGENTE ET INCLUSIVE</b>	+236 196 251	-305 667 152	-69 470 901
1.1	Compétitivité pour la croissance et l'emploi	+236 196 251	-305 667 152	-69 470 901
1.2	Cohésion économique, sociale et territoriale	0	0	0
2.	<b>CROISSANCE DURABLE: RESSOURCES NATURELLES</b>	+17 192 035	-38 938 314	-21 746 279
3.	<b>SÉCURITÉ ET CITOYENNETÉ</b>	+92 500 000	-29 563 010	+62 936 990
4.	<b>L'EUROPE DANS LE MONDE</b>	+77 342 826	-35 112 636	+42 230 190
5.	<b>ADMINISTRATION</b>	+750 000	-200 000	+550 000
	<b>INSTRUMENTS SPÉCIAUX</b>	0	-14 500 000	-14 500 000
<b>Total</b>		<b>+423 981 112</b>	<b>-423 981 112</b>	<b>0</b>

<sup>1</sup> Montant proposé par la Commission. Le montant finalement approuvé par l'autorité budgétaire était de 109,3 millions d'EUR.  
<sup>2</sup> Montant proposé par la Commission. Le virement global a été rejeté.

Le virement global doit, comme tout autre virement, assurer une neutralité budgétaire. Il n'est possible de satisfaire aux besoins complémentaires en crédits de paiement de certains programmes et actions que dans la mesure où des fonds suffisants peuvent provenir d'autres sources, pour lesquelles une sous-utilisation des crédits est prévisible d'ici à la fin de l'exercice.

La plupart des crédits de paiement mis à disposition au sein d'une rubrique ont servi à couvrir les besoins les plus urgents dans la rubrique en question et à éviter, dans la mesure du possible, les pénalités financières pour retards de paiement. En ce qui concerne la rubrique 1a, il a été possible de répondre aux principales demandes de renforcement, notamment Erasmus+, tout en disposant encore d'un montant à transférer à d'autres rubriques (69,5 millions d'EUR). Ce montant, de même que certains montants disponibles au sein de la rubrique 2 (21,7 millions d'EUR), a permis de satisfaire aux besoins les plus urgents des rubriques 3 et 4.

Pour autant, il ne faudrait pas en déduire que tous les besoins ont été satisfaits. Compte tenu du montant disponible pour virement (424 millions d'EUR), il n'a pas été possible de répondre à toutes les demandes de renforcement. Le virement global doit être envisagé dans le contexte de l'échéancier de paiement et du dernier rapport sur l'*Active Monitoring and Forecast of Budget Implementation* de juillet 2015, dont il ressort qu'à la fin de l'année, l'arriéré des demandes au sein de la rubrique 1b devrait atteindre près de cinquante fois la valeur du DEC 29.

La demande formulée par la Commission dans le projet de budget 2016 est essentielle pour garantir que l'arriéré des paiements soit ramené à un niveau acceptable au sein de l'ensemble des rubriques, et notamment pour la cohésion, le développement rural et la rubrique 4. Le virement global présenté ici ne constitue qu'une étape pour faire face aux besoins les plus urgents.

## 2. Renforcements et prélèvements de crédits de paiement

Les principaux renforcements et prélèvements (supérieurs à 10 millions d'EUR) sont résumés dans la présente section.

### 2.1 Renforcements

Dans la demande de virement, il est proposé de renforcer **26 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du renforcement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

#### 2.1.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- + 150,0 millions d'EUR pour la ligne 15 02 01 01 Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail. Comme indiqué dans le document intitulé *Elements for a payment plan to bring the EU budget back onto a sustainable track* (Éléments pour l'établissement d'un échéancier de paiement destiné à ramener le budget de l'UE sur une trajectoire viable) du 23 mars 2015 et comme le confirme l'*Active Monitoring and Forecast of Budget Implementation*, les crédits de paiement autorisés en 2015 pour le programme Erasmus+ ne suffisent pas à couvrir l'intégralité des obligations contractuelles. En dépit de plusieurs réaffectations internes et du recours à toutes les mesures d'atténuation possibles, les crédits restent insuffisants pour couvrir les préfinancements à verser aux agences nationales d'ici à la fin de 2015. La pénurie est estimée à 150 millions d'EUR pour l'éducation et la formation.
- + 26,4 millions d'EUR pour la ligne 09 04 02 01 Primauté dans les technologies de l'information et de la communication (Horizon 2020). Les crédits supplémentaires serviront à contribuer au versement des préfinancements de l'appel TIC 2015, dont l'évaluation a été menée à bien avec un mois d'avance sur le calendrier initial, ce qui a permis d'avancer de janvier 2016 à décembre 2015 la date de lancement de certains projets.
- + 20,0 millions d'EUR pour la ligne 15 02 01 02 Promouvoir l'excellence et la coopération auprès de la jeunesse européenne ainsi que la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe. Comme il est expliqué ci-dessus pour la ligne 15 02 01 01, les crédits de paiement autorisés en 2015 pour le programme Erasmus+ sont insuffisants. Les besoins supplémentaires pour le volet «Jeunesse» s'élèvent à 20 millions d'EUR, qui devraient être versés aux agences nationales d'ici à la fin de l'année.
- + 19,5 millions d'EUR pour la ligne 09 04 51 Achèvement du septième programme-cadre (2007-2013). La demande est entièrement liée à l'entreprise commune ECSEL (Composants et systèmes électroniques pour un leadership européen), dans le cadre du traitement des paiements en faveur de projets financés à la suite

d'appels lancés par les anciennes entreprises communes ARTEMIS et ENIAC. Elle se justifie par une accélération des paiements effectués par les autorités de financement nationales en faveur des projets.

### 2.1.2 Rubrique 3 - Sécurité et citoyenneté

- + 41,0 millions d'EUR pour la ligne 18 02 51 Achèvement des opérations et programmes dans le domaine des frontières extérieures, de la sécurité et de la protection des libertés. La Commission doit procéder à la clôture des programmes nationaux pour lesquels elle a déjà reçu les demandes de paiement final (Allemagne 2010, Espagne 2011, Lituanie 2012, Bulgarie 2012, France 2012 et Portugal 2012). En outre, des paiements intermédiaires relatifs à des conventions de subvention pour des actions accordées en 2012 dans le cadre de l'ancien programme «Prévenir et combattre la criminalité» (ISEC) sont attendus d'ici à la fin de 2015.
- + 30 millions d'EUR pour la ligne 18 03 51 Achèvement des opérations et des programmes dans le domaine des mesures en matière de retour, de réfugiés et de flux migratoires. La révision des prévisions relatives aux paiements a permis de recenser des besoins pour la clôture des actions de l'Union relevant des anciens fonds pour les réfugiés, l'intégration et le retour, la clôture des programmes annuels 2009-2012 en gestion partagée et la deuxième tranche des préfinancements pour les programmes annuels 2013 en gestion partagée.
- + 11,0 millions d'EUR pour la ligne 18 02 01 01 Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime. L'exécution a été plus rapide que prévu et, dans les mois à venir, la Commission doit couvrir les versements de préfinancement relatifs aux programmes nationaux relevant du *Fonds pour la sécurité intérieure – Frontières* en faveur de 12 États membres, pour un montant total de quelque 35,5 millions d'EUR. Par ailleurs, un montant d'environ 10 millions d'EUR doit être versé en matière de contrats et de subventions (par exemple, subventions sur les actions d'urgence et Eurosur). Compte tenu des montants actuellement disponibles sur cette ligne, l'insuffisance de crédits est estimée jusqu'à la fin de l'année à 11 millions d'EUR.

### 2.1.3 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- + 50,0 millions d'EUR pour la ligne 21 02 51 04 Sécurité alimentaire. Début septembre, le taux d'exécution s'établissait déjà à 100 %, de sorte que les paiements ont cessé. Les factures impayées concernent des projets dans des pays tels qu'Haïti, le Bangladesh, la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, la Mauritanie, l'Indonésie et la Guinée. En l'absence du renforcement demandé, les partenaires de l'UE se trouveront dans une situation financière très délicate, l'exécution des projets risque d'être sérieusement retardée et l'UE devra alors verser des intérêts de retard.
- + 10,0 millions d'EUR pour la ligne 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) – Achèvement du programme (2007-2013). Ce renforcement couvrira en partie les montants nécessaires à la finalisation du remboursement des déclarations du 4<sup>e</sup> trimestre 2014 et au remboursement des déclarations des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 2015 ainsi que des déclarations estimées pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2015.
- + 10,0 millions d'EUR pour la ligne 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente. Au 31 août 2015, 94,4 millions d'EUR, soit 98 % des crédits de paiement disponibles, avaient été utilisés. De nouveaux contrats découlant de décisions de financement récemment adoptées nécessiteront un premier versement de préfinancements avant la fin de l'année.

## 2.2 Prélèvements

Dans la demande de virement, il est proposé de réduire le niveau des crédits de paiement de **47 lignes budgétaires**. Les principales lignes concernées (c'est-à-dire celles pour lesquelles les changements sont supérieurs à 10 millions d'EUR), ventilées par rubrique et en fonction du volume du prélèvement, par ordre décroissant, sont les suivantes:

### 2.2.1 Rubrique 1a - Compétitivité pour la croissance et l'emploi

- - 96,9 millions d'EUR sur la ligne 08 04 51 Achèvement de l'entreprise commune ITER – Fusion for Energy (F4E) (2007-2013). Les retards de fabrication se sont accumulés en ce qui concerne les sept secteurs de l'enceinte à vide confiés à l'UE, en raison de la complexité du processus et des retards dans l'achèvement de la conception finale. Par conséquent, les engagements qu'il était prévu de libérer en 2014 ont dû être reportés à la fin de 2015, voire en 2016. La construction du bâtiment principal du tokamak a elle aussi été freinée, en raison de modifications sollicitées par l'organisation ITER en liaison avec l'évolution de la machine et de demandes émanant de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) française.
- - 53,0 millions d'EUR sur la ligne 02 05 01 Développer et fournir des infrastructures et services mondiaux de radionavigation par satellite (Galileo) d'ici à 2019. Les crédits de paiement peuvent être redéployés compte tenu

d'un léger retard constaté pour le marché relatif au troisième lot de satellites Galileo. La signature du contrat, initialement prévue pour 2015, est désormais programmée pour le deuxième trimestre de 2016 en raison de retards de livraison de la part du constructeur des satellites (OHB) et d'une anomalie lors du lancement de satellites en août 2014. Ces crédits ont déjà été partiellement redéployés au moyen du budget rectificatif n° 5/2015 visant à faire face aux pressions migratoires. Le solde de 53 millions d'EUR peut désormais être mis à disposition.

- - 43,7 millions d'EUR sur la ligne 06 02 01 05 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de transport. Cette ligne budgétaire couvre les crédits nécessaires à la mise en œuvre de l'instrument de prêt du mécanisme pour l'interconnexion en Europe – volet «Transports». La convention de délégation entre l'UE et la Banque européenne d'investissement établissant l'instrument a été signée le 22 juillet 2015, et le processus de détermination et de structuration du financement des projets prêts à recevoir un appui est désormais engagé. Les décaissements effectifs ne débiteront qu'en 2016, de sorte que les paiements alloués en 2015 sont disponibles pour redéploiement.
- - 35,8 millions d'EUR sur la ligne 09 03 02 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de télécommunications – haut débit au titre du MIE. Cette ligne budgétaire couvre les crédits nécessaires à la mise en œuvre de l'instrument de prêt du mécanisme pour l'interconnexion en Europe – volet «Télécommunications». La convention de délégation entre l'UE et la Banque européenne d'investissement établissant l'instrument a été signée le 22 juillet 2015, et le processus de détermination et de structuration du financement des projets prêts à recevoir un appui est désormais engagé. Les décaissements effectifs ne débiteront qu'en 2016, de sorte que les paiements de 2015 sont disponibles pour redéploiement.
- - 32,4 millions d'EUR sur la ligne 06 02 51 Achèvement du programme de réseaux transeuropéens. Les montants disponibles sont liés à un projet réalisé au titre de l'instrument de garantie de prêts pour les projets RTE-Transports (GPTT), géré par la Banque européenne d'investissement pour le compte de la Commission. À la suite de retards dans le montage financier de ce projet, le paiement, initialement prévu pour 2015, n'aura lieu qu'en 2016.
- - 20,0 millions d'EUR sur la ligne 32 02 01 04 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets en matière d'énergie. Cette ligne budgétaire couvre les crédits nécessaires à la mise en œuvre de l'instrument de prêt du mécanisme pour l'interconnexion en Europe – volet «Énergie». La convention de délégation entre l'UE et la Banque européenne d'investissement établissant l'instrument a été signée le 22 juillet 2015, et le processus de détermination et de structuration du financement des projets prêts à recevoir un appui est désormais engagé. Les décaissements effectifs ne débiteront qu'en 2016.
- - 13,1 millions d'EUR sur la ligne 08 04 01 02 Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER – Entreprise commune ITER – Fusion for Energy (F4E). Ce prélèvement s'explique par la révision du montant de la contribution à l'organisation ITER.

#### 2.2.2 Rubrique 2 - Croissance durable: ressources naturelles

- - 13,0 millions d'EUR sur la ligne 11 06 62 02 Contrôle et exécution (Pêche et politique maritime). Les coûts liés à l'achat conjoint/l'affrètement de navires, d'aéronefs et d'hélicoptères seront inférieurs de 10,5 millions d'EUR aux prévisions, et la consommation des crédits de paiement pour les engagements restant à liquider (RAL) antérieurs à 2014 est inférieure de 2,5 millions d'EUR au montant prévu, ce qui permet le virement de 13 millions d'EUR.
- - 10,6 millions d'EUR sur la ligne 34 02 02 Accroître la résilience de l'Union au changement climatique. En raison de changements liés à la nature de l'instrument financier «mécanisme de financement du capital naturel (NCFF)», les montants à verser à la BEI à partir de cette ligne budgétaire seront inférieurs aux estimations initiales. L'accent sera mis sur le mécanisme de garantie, alors qu'il était initialement prévu de financer également les prêts et les apports de fonds propres.

#### 2.2.3 Rubrique 4 - L'Europe dans le monde

- - 10,0 millions d'EUR sur la ligne 04 05 51 Achèvement des actions (antérieures à 2014) – Instrument d'aide de préadhésion – Développement des ressources humaines. Le niveau des dépenses déclarées par les pays candidats, et notamment la Turquie, est inférieur aux prévisions.
- - 10,0 millions d'EUR sur la ligne 19 05 01 Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays (Instrument de partenariat). Conformément

à la planification des procédures de passation de marchés, la signature de plusieurs contrats est reportée à la fin de 2015; dès lors, les paiements ne seront demandés qu'au début de 2016.

#### 2.2.4 Instruments spéciaux

- - 14,5 millions d'EUR sur la ligne 04 04 01 FEM – pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation. Le redéploiement est rendu possible par la disponibilité de quelque 35 millions d'EUR de recettes affectées internes provenant de montants recouverts l'année précédente. Ce montant ainsi que les 25 millions d'EUR en crédits autorisés sont plus que suffisants pour couvrir les demandes présentées et en préparation pour 2015.

### 3. Virements proposés

Tous les virements proposés, ayant pour objet un renforcement ou une réduction des crédits, sont repris dans les tableaux, selon l'ordre de la nomenclature budgétaire. Ce tableau indique:

- les crédits du budget initial, y compris les budgets rectificatifs au 9 septembre 2015;
- les virements au 9 septembre 2015;
- l'exécution au 9 septembre 2015;
- le montant total des crédits encore disponibles;
- les virements proposés (renforcement ou prélèvement);
- le taux de variation par rapport au budget initial (budgets rectificatifs compris).

Pour les prélèvements ou les renforcements des crédits autorisés sur la ligne budgétaire, des justifications circonstanciées sont fournies ci-joint.



BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2015

SECTION III - COMMISSION TITRES: 02, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 26, 32, 33, 34

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 29/2015

**ORIGINE DES CRÉDITS**

**DU CHAPITRE** - 0205 Programmes européens de radionavigation par satellite (EGNOS et Galileo)

ARTICLE - 02 05 01 Développer et fournir des infrastructures et services mondiaux de radionavigation par satellite (Galileo) d'ici à 2019 CP -53 000 000,00

**DU CHAPITRE** - 0404 Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

ARTICLE - 04 04 01 FEM - pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation CP -14 500 000,00

**DU CHAPITRE** - 0405 Instrument d'aide de préadhésion -- Emploi, politiques sociales et développement des ressources humaines

ARTICLE - 04 05 51 Achèvement des actions (antérieures à 2014) -- Instrument d'aide de préadhésion -- Développement des ressources humaines CP -10 000 000,00

**DU CHAPITRE** - 0502 Améliorer la compétitivité du secteur agricole grâce aux interventions sur les marchés agricoles

POSTE - 05 02 10 02 Actions de promotion - Paiements directs par l'Union CP -504 584,79

**DU CHAPITRE** - 0506 Aspects internationaux du domaine politique «Agriculture et développement rural»

ARTICLE - 05 06 01 Accords internationaux en matière agricole CP -312 636,00

**DU CHAPITRE** - 0602 Politique européenne des transports

POSTE - 06 02 01 05 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de transport CP -43 657 683,00

ARTICLE - 06 02 51 Achèvement du programme de réseaux transeuropéens CP -32 354 779,00

**DU CHAPITRE** - 0804 ITER

POSTE - 08 04 01 02 Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E) CP -13 126 562,32

ARTICLE - 08 04 51 Achèvement de l'entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E) (2007-2013) CP -96 873 437,68

**DU CHAPITRE** - 0902 Cadre réglementaire de la stratégie numérique pour l'Europe

POSTE - 09 02 77 02 Projet pilote -- Mise en œuvre de l'instrument de surveillance du pluralisme des médias CP -260 168,00

POSTE - 09 02 77 03 Projet pilote -- Centre européen pour la liberté de la presse et des médias CP -161 040,80

POSTE - 09 02 77 04 Action préparatoire -- Centre européen pour la liberté de la presse et des médias CP -272 432,00

**DU CHAPITRE** - 0903 Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) – Réseaux de télécommunications

ARTICLE - 09 03 01 Préparer des projets en matière de haut débit en vue d'un financement public et/ou privé CP -1 477 176,20

ARTICLE - 09 03 02 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de télécommunications – haut débit au titre du MIE	CP	-35 799 319,00
ARTICLE - 09 03 03 Promouvoir l'interopérabilité, le déploiement durable, l'exploitation et la mise à niveau des infrastructures de services numériques transeuropéennes, ainsi que la coordination au niveau européen	CP	-8 026 115,00
<b>DU CHAPITRE - 1005 Poids du passé nucléaire provenant des activités exécutées par le Centre commun de recherche dans le cadre du traité Euratom</b>		
ARTICLE - 10 05 01 Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets	CP	-1 400 000,00
<b>DU CHAPITRE - 1106 Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)</b>		
ARTICLE - 11 06 61 Favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de la politique maritime intégrée de l'Union	CP	-5 748 000,00
POSTE - 11 06 62 02 Contrôle et exécution	CP	-13 000 000,00
POSTE - 11 06 62 04 Gouvernance et communication	CP	-1 750 000,00
POSTE - 11 06 62 05 Règles concernant les informations sur le marché	CP	-1 210 729,35
<b>DU CHAPITRE - 1703 Santé publique</b>		
ARTICLE - 17 03 01 Encourager l'innovation dans les soins de santé et accroître la viabilité des systèmes de santé, améliorer la santé des citoyens de l'Union et les protéger des menaces sanitaires transfrontalières	CP	-2 700 000,00
ARTICLE - 17 03 51 Achèvement des programmes de santé publique	CP	-3 100 000,00
POSTE - 17 03 77 11 Action préparatoire - Consommation de fruits et légumes	CP	-225 000,00
POSTE - 17 03 77 12 Projet pilote - Réduire les inégalités en matière de santé: développer les compétences et évaluer les actions	CP	-450 000,00
POSTE - 17 03 77 13 Projet pilote -- Mise en place de stratégies scientifiquement fondées pour améliorer la santé des personnes isolées et vulnérables	CP	-300 000,00
POSTE - 17 03 77 14 Action préparatoire -- Régime sain: enfants en bas âge et population vieillissante	CP	-150 000,00
POSTE - 17 03 77 16 Projet pilote -- L'effet des différents traitements existant pour l'insuffisance rénale, du don d'organes et des pratiques de transplantation sur les dépenses de santé et les résultats pour les patients	CP	-500 000,00
POSTE - 17 03 77 17 Projet pilote -- Plateforme d'encouragement au don d'organe dans l'Union européenne et les pays limitrophes Eudonorg 2015-2016	CP	-300 000,00
POSTE - 17 03 77 18 Projet pilote - Réduire les inégalités en matière de santé dont les personnes LGBTI font l'objet	CP	-225 000,00
POSTE - 17 03 77 19 Projet pilote -- Accès des populations rurales aux soins de santé	CP	-168 595,00
<b>DU CHAPITRE - 1704 Sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, santé et bien-être des animaux et domaine phytosanitaire</b>		
ARTICLE - 17 04 01 Veiller à l'amélioration du statut sanitaire des animaux et à un niveau élevé de protection des animaux dans l'Union	CP	-3 100 000,00

ARTICLE - 17 04 02 Veiller à la détection à temps des organismes nuisibles aux végétaux et à leur éradication	CP	-7 087 774,00
ARTICLE - 17 04 51 Achèvement des actions antérieures dans le domaine de la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et de la santé et du bien-être des animaux, ainsi que dans le domaine phytosanitaire	CP	-2 188 000,00
<b>DU CHAPITRE - 1905 Coopération avec les pays tiers au titre de l'instrument de partenariat</b>		
ARTICLE - 19 05 01 Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays	CP	-10 000 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2002 Politique commerciale</b>		
ARTICLE - 20 02 01 Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers	CP	-3 500 000,00
ARTICLE - 20 02 03 Aide au commerce -- Initiatives multilatérales	CP	-3 500 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2303 Mécanisme de protection civile de l'Union</b>		
POSTE - 23 03 01 02 Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes dans les pays tiers	CP	-200 000,00
ARTICLE - 23 03 51 Achèvement des programmes et actions dans le domaine de la protection civile au sein de l'Union (avant 2014)	CP	-500 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2304 Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne</b>		
ARTICLE - 23 04 01 Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne -- Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires	CP	-7 100 000,00
POSTE - 23 04 77 01 Action préparatoire -- Corps volontaire européen d'aide humanitaire	CP	-500 000,00
<b>DU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens</b>		
POSTE - 26 03 77 03 Projet pilote -- PublicAccess.eu: Plateforme en ligne pour la publication proactive des documents non classifiés des institutions de l'Union	CP	-150 000,00
POSTE - 26 03 77 05 Projet pilote - Promouvoir les données ouvertes et liées, les logiciels libres et la participation de la société civile au processus législatif dans l'ensemble de l'UE (intégration AT4AM/LEOS LOD et logiciels libres)	CP	-50 000,00
<b>DU CHAPITRE - 3202 Sources d'énergie classiques et renouvelables</b>		
POSTE - 32 02 01 04 Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets en matière d'énergie	CP	-19 952 080,00
<b>DU CHAPITRE - 3302 Droits, égalité et citoyenneté</b>		
ARTICLE - 33 02 51 Achèvement des actions dans le domaine des droits, de la citoyenneté et de l'égalité	CP	-4 000 000,00
<b>DU CHAPITRE - 3303 Justice</b>		
ARTICLE - 33 03 51 Achèvement des actions dans le domaine de la prévention de la consommation de drogue, de l'information du public et de la justice	CP	-5 000 000,00
<b>DU CHAPITRE - 3402 Action pour le climat au niveau de l'Union et au niveau international</b>		
ARTICLE - 34 02 01 Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union	CP	-5 000 000,00
ARTICLE - 34 02 02 – Accroître la résilience de l'Union au changement climatique	CP	-10 600 000,00

## **DESTINATION DES CRÉDITS**

### **AU CHAPITRE - 0403 Emploi, affaires sociales et inclusion**

POSTE - 04 03 01 08 Relations du travail et dialogue social CP 4 500 000,00

### **AU CHAPITRE - 0505 Instrument d'aide de préadhésion -- Agriculture et développement rural**

ARTICLE - 05 05 02 Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) – Achèvement du programme (2007-2013) CP 10 000 000,00

### **AU CHAPITRE - 0508 Stratégie politique et coordination du domaine politique «Agriculture et développement rural»**

ARTICLE - 05 08 01 Réseau d'information comptable agricole (RICA) CP 1 592 035,00

### **AU CHAPITRE - 0702 Politique environnementale au niveau de l'Union et au niveau international**

ARTICLE - 07 02 01 Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union CP 2 300 000,00

ARTICLE - 07 02 02 Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité CP 7 100 000,00

ARTICLE - 07 02 03 Contribuer à une meilleure gouvernance en matière d'environnement et à une meilleure information à tous les niveaux CP 6 200 000,00

### **AU CHAPITRE - 0904 Horizon 2020**

POSTE - 09 04 02 01 Primauté dans les technologies de l'information et de la communication CP 26 447 229,16

ARTICLE - 09 04 51 Achèvement du septième programme-cadre (2007-2013) CP 19 549 021,84

### **AU CHAPITRE - 1402 Douane**

ARTICLE - 14 02 01 Soutenir le fonctionnement et la modernisation de l'union douanière CP 9 000 000,00

### **AU CHAPITRE - 1403 Fiscalité**

ARTICLE - 14 03 01 Améliorer le fonctionnement approprié des systèmes fiscaux CP 4 000 000,00

### **AU CHAPITRE - 1404 Stratégie politique et coordination**

ARTICLE - 14 04 01 Mise en œuvre et développement du marché intérieur CP 500 000,00

### **AU CHAPITRE - 1502 Erasmus +**

POSTE - 15 02 01 01 Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail CP 150 000 000,00

POSTE - 15 02 01 02 Promouvoir l'excellence et la coopération auprès de la jeunesse européenne ainsi que la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe CP 20 000 000,00

### **AU CHAPITRE - 1603 Actions de communication**

POSTE - 16 03 02 02 Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels CP 500 000,00

POSTE - 16 03 02 03 Outils d'information et de communication écrite et en ligne	CP	2 500 000,00
POSTE - 16 03 02 04 Rapport général et autres publications	CP	250 000,00
POSTE - 16 03 02 05 Analyse de l'opinion publique	CP	1 000 000,00
<b>AU CHAPITRE - 1802 Sécurité intérieure</b>		
POSTE - 18 02 01 01 Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime	CP	11 000 000,00
ARTICLE - 18 02 51 Achèvement des opérations et programmes dans le domaine des frontières extérieures, de la sécurité et de la protection des libertés	CP	41 000 000,00
<b>AU CHAPITRE - 1803 Asile et migration</b>		
POSTE - 18 03 01 02 Favoriser la migration légale vers l'Union et promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers, et promouvoir des stratégies de retour équitables et efficaces	CP	7 000 000,00
ARTICLE - 18 03 51 Achèvement des opérations et des programmes dans le domaine des mesures en matière de retour, de réfugiés et de flux migratoires	CP	30 000 000,00
<b>AU CHAPITRE - 1902 Instrument contribuant à la stabilité et à la paix -- réaction aux crises, prévention des conflits, consolidation de la paix et préparation aux crises</b>		
ARTICLE - 19 02 01 Réponse aux situations de crise et de crise émergente	CP	10 000 000,00
<b>AU CHAPITRE - 2102 Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)</b>		
POSTE - 21 02 51 04 Sécurité alimentaire	CP	50 000 000,00
POSTE - 21 02 51 06 Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie	CP	7 342 826,14
<b>AU CHAPITRE - 2403 Programme d'action en matière d'échanges, d'assistance et de formation, pour la protection de l'euro contre le faux monnayage (Pericles 2020)</b>		
ARTICLE - 24 03 01 Protéger les billets et les pièces en euros contre le faux monnayage et les fraudes connexes	CP	200 000,00
<b>AU CHAPITRE - 2603 Services offerts aux administrations publiques, aux entreprises et aux citoyens</b>		
POSTE - 26 03 01 01 Solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes	CP	2 000 000,00

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
<b>Paiement - 02 05 01 - Développer et fournir des infrastructures et services mondiaux de radionavigation par satellite (Galileo) d'ici à 2019</b>							
580 847 661,00	18 604 290,00	0,00	117 228 226,30	482 223 724,70	-53 000 000,00	-9,12 %	429 223 724,70
<b>Paiement - 04 03 01 08 - Relations du travail et dialogue social</b>							
8 876 998,00	0,00	0,00	8 252 441,54	624 556,46	4 500 000,00	50,69 %	5 124 556,46
<b>Paiement - 04 04 01 - FEM - pour soutenir les travailleurs licenciés et les travailleurs indépendants en cessation d'activité en raison de la mondialisation</b>							
25 000 000,00	0,00	-630 000,00	0,00	24 370 000,00	-14 500 000,00	-58,00 %	9 870 000,00
<b>Paiement - 04 05 51 - Achèvement des actions (antérieures à 2014) -- Instrument d'aide de préadhésion -- Développement des ressources humaines</b>							
74 547 800,00	0,00	0,00	43 508 046,10	31 039 753,90	-10 000 000,00	-13,41 %	21 039 753,90
<b>Paiement - 05 02 10 02 - Actions de promotion - Paiements directs par l'Union</b>							
1 252 166,00	0,00	0,00	52 711,68	1 199 454,32	-504 584,79	-40,30 %	694 869,53
<b>Paiement - 05 05 02 - Instrument de préadhésion pour le développement rural (IPARD) – Achèvement du programme (2007-2013)</b>							
143 793 016,00	0,00	33 375 976,00	177 168 992,00	0,00	10 000 000,00	6,95 %	10 000 000,00
<b>Paiement - 05 06 01 - Accords internationaux en matière agricole</b>							
4 201 456,00	0,00	0,00	3 888 819,03	312 636,97	-312 636,00	-7,44 %	0,97
<b>Paiement - 05 08 01 - Réseau d'information comptable agricole (RICA)</b>							
11 783 396,00	0,00	0,00	7 633 630,13	4 149 765,87	1 592 035,00	13,51 %	5 741 800,87
<b>Paiement - 06 02 01 05 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de transport</b>							
43 657 683,00	0,00	0,00	0,00	43 657 683,00	-43 657 683,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 06 02 51 - Achèvement du programme de réseaux transeuropéens</b>							
632 817 206,00	0,00	0,00	329 501 331,87	303 315 874,13	-32 354 779,00	-5,11 %	270 961 095,13
<b>Paiement - 07 02 01 - Contribuer à une économie plus verte et plus efficace dans l'utilisation des ressources et à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'Union</b>							
29 371 242,00	0,00	0,00	15 816 580,55	13 554 661,45	2 300 000,00	7,83 %	15 854 661,45
<b>Paiement - 07 02 02 - Stopper et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité</b>							
39 021 354,00	0,00	-378 000,00	15 488 921,68	23 154 432,32	7 100 000,00	18,20 %	30 254 432,32
<b>Paiement - 07 02 03 - Contribuer à une meilleure gouvernance en matière d'environnement et à une meilleure information à tous les niveaux</b>							
15 524 553,00	0,00	0,00	11 175 932,79	4 348 620,21	6 200 000,00	39,94 %	10 548 620,21
<b>Paiement - 08 04 01 02 - Construction, fonctionnement et exploitation des installations ITER - Entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E)</b>							
116 361 457,00	0,00	0,00	25 000 000,00	91 361 457,00	-13 126 562,32	-11,28 %	78 234 894,68
<b>Paiement - 08 04 51 - Achèvement de l'entreprise commune ITER - Fusion for Energy (F4E) (2007-2013)</b>							
336 561 599,00	0,00	0,00	239 688 161,32	96 873 437,68	-96 873 437,68	-28,78 %	0,00
<b>Paiement - 09 02 77 02 - Projet pilote -- Mise en œuvre de l'instrument de surveillance du pluralisme des médias</b>							
326 889,00	0,00	48 111,00	114 832,00	260 168,00	-260 168,00	-79,59 %	0,00
<b>Paiement - 09 02 77 03 - Projet pilote -- Centre européen pour la liberté de la presse et des médias</b>							
764 978,00	0,00	0,00	603 937,20	161 040,80	-161 040,80	-21,05 %	0,00
<b>Paiement - 09 02 77 04 - Action préparatoire -- Centre européen pour la liberté de la presse et des médias</b>							
500 000,00	0,00	-227 568,00	0,00	272 432,00	-272 432,00	-54,49 %	0,00
<b>Paiement - 09 03 01 - Préparer des projets en matière de haut débit en vue d'un financement public et/ou privé</b>							
3 056 060,00	89 848,00	-1 368 731,80	300 000,00	1 477 176,20	-1 477 176,20	-48,34 %	0,00
<b>Paiement - 09 03 02 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets d'infrastructures de télécommunications – haut débit au titre du MIE</b>							
35 799 319,00	1 052 500,00	0,00	0,00	36 851 819,00	-35 799 319,00	-100,00 %	1 052 500,00

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
<b>Paiement - 09 03 03 - Promouvoir l'interopérabilité, le déploiement durable, l'exploitation et la mise à niveau des infrastructures de services numériques transeuropéennes, ainsi que la coordination au niveau européen</b>							
29 687 199,00	872 804,00	-3 056 000,00	12 024 963,33	15 479 039,67	-8 026 115,00	-27,04 %	7 452 924,67
<b>Paiement - 09 04 02 01 - Primauté dans les technologies de l'information et de la communication</b>							
467 483 720,00	13 744 021,00	-1 322 148,00	298 693 284,18	181 212 308,82	26 447 229,16	5,66 %	207 659 537,98
<b>Paiement - 09 04 51 - Achèvement du septième programme-cadre (2007-2013)</b>							
655 417 350,00	19 465 895,00	0,00	474 724 520,36	200 158 724,64	19 549 021,84	2,98 %	219 707 746,48
<b>Paiement - 10 05 01 - Démantèlement des installations nucléaires obsolètes d'Euratom et élimination finale des déchets</b>							
30 025 140,00	0,00	0,00	18 089 040,02	11 936 099,98	-1 400 000,00	-4,66 %	10 536 099,98
<b>Paiement - 11 06 61 - Favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de la politique maritime intégrée de l'Union</b>							
23 969 480,00	0,00	0,00	9 537 925,14	14 431 554,86	-5 748 000,00	-23,98 %	8 683 554,86
<b>Paiement - 11 06 62 02 - Contrôle et exécution</b>							
35 954 220,00	0,00	0,00	12 249 959,56	23 704 260,44	-13 000 000,00	-36,16 %	10 704 260,44
<b>Paiement - 11 06 62 04 - Gouvernance et communication</b>							
6 408 121,00	0,00	0,00	2 712 224,37	3 695 896,63	-1 750 000,00	-27,31 %	1 945 896,63
<b>Paiement - 11 06 62 05 - Règles concernant les informations sur le marché</b>							
4 741 131,00	0,00	-1 101 673,65	1 214 364,00	2 425 093,35	-1 210 729,35	-25,54 %	1 214 364,00
<b>Paiement - 14 02 01 - Soutenir le fonctionnement et la modernisation de l'union douanière</b>							
37 809 192,00	0,00	-602 099,40	26 468 175,82	10 738 916,78	9 000 000,00	23,80 %	19 738 916,78
<b>Paiement - 14 03 01 - Améliorer le fonctionnement approprié des systèmes fiscaux</b>							
19 488 194,00	0,00	0,00	14 058 358,59	5 429 835,41	4 000 000,00	20,53 %	9 429 835,41
<b>Paiement - 14 04 01 - Mise en œuvre et développement du marché intérieur</b>							
2 697 521,00	0,00	500 000,00	3 133 625,23	63 895,77	500 000,00	18,54 %	563 895,77
<b>Paiement - 15 02 01 01 - Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail</b>							
1 100 675 667,00	32 690 067,00	0,00	1 007 598 497,0	125 767 236,93	150 000 000,00	13,63 %	275 767 236,93
<b>Paiement - 15 02 01 02 - Promouvoir l'excellence et la coopération auprès de la jeunesse européenne ainsi que la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe</b>							
128 252 717,00	3 809 106,00	0,00	125 490 413,91	6 571 409,09	20 000 000,00	15,59 %	26 571 409,09
<b>Paiement - 16 03 02 02 - Exploitation des studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels</b>							
5 369 163,00	0,00	0,00	3 750 510,44	1 618 652,56	500 000,00	9,31 %	2 118 652,56
<b>Paiement - 16 03 02 03 - Outils d'information et de communication écrite et en ligne</b>							
16 690 656,00	0,00	0,00	12 328 627,03	4 362 028,97	2 500 000,00	14,98 %	6 862 028,97
<b>Paiement - 16 03 02 04 - Rapport général et autres publications</b>							
2 109 314,00	0,00	0,00	1 921 391,25	187 922,75	250 000,00	11,85 %	437 922,75
<b>Paiement - 16 03 02 05 - Analyse de l'opinion publique</b>							
5 286 146,00	0,00	0,00	4 471 712,61	814 433,39	1 000 000,00	18,92 %	1 814 433,39
<b>Paiement - 17 03 01 - Encourager l'innovation dans les soins de santé et accroître la viabilité des systèmes de santé, améliorer la santé des citoyens de l'Union et les protéger des menaces sanitaires transfrontalières</b>							
26 366 428,00	775 173,00	0,00	14 748 938,79	12 392 662,21	-2 700 000,00	-10,24 %	9 692 662,21
<b>Paiement - 17 03 51 - Achèvement des programmes de santé publique</b>							
24 967 569,00	741 537,00	0,00	11 132 735,27	14 576 370,73	-3 100 000,00	-12,42 %	11 476 370,73
<b>Paiement - 17 03 77 11 - Action préparatoire - Consommation de fruits et légumes</b>							
225 000,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	-225 000,00	-100,00 %	0,00

Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
<b>Paiement - 17 03 77 12 - Projet pilote - Réduire les inégalités en matière de santé: développer les compétences et évaluer les actions</b>							
450 000,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	-450 000,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 17 03 77 13 - Projet pilote -- Mise en place de stratégies scientifiquement fondées pour améliorer la santé des personnes isolées et vulnérables</b>							
300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	-300 000,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 17 03 77 14 - Action préparatoire -- Régime sain: enfants en bas âge et population vieillissante</b>							
150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-150 000,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 17 03 77 16 - Projet pilote -- L'effet des différents traitements existant pour l'insuffisance rénale, du don d'organes et des pratiques de transplantation sur les dépenses de santé et les résultats pour les patients</b>							
500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-500 000,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 17 03 77 17 Projet pilote -- Plateforme d'encouragement au don d'organe dans l'Union européenne et les pays limitrophes Eudonorg 2015-2016</b>							
300 000,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	-300 000,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 17 03 77 18 - Projet pilote - Réduire les inégalités en matière de santé dont les personnes LGBTI font l'objet</b>							
225 000,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	-225 000,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 17 03 77 19 - Projet pilote -- Accès des populations rurales aux soins de santé</b>							
500 000,00	0,00	-331 405,00	0,00	168 595,00	-168 595,00	-33,72 %	0,00
<b>Paiement - 17 04 01 - Veiller à l'amélioration du statut sanitaire des animaux et à un niveau élevé de protection des animaux dans l'Union</b>							
138 351 838,00	0,00	0,00	0,00	138 351 838,00	-3 100 000,00	-2,24 %	135 251 838,00
<b>Paiement - 17 04 02 - Veiller à la détection à temps des organismes nuisibles aux végétaux et à leur éradication</b>							
7 190 844,00	0,00	0,00	103 069,99	7 087 774,01	-7 087 774,00	-98,57 %	0,01
<b>Paiement - 17 04 51 - Achèvement des actions antérieures dans le domaine de la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et de la santé et du bien-être des animaux, ainsi que dans le domaine phytosanitaire</b>							
28 763 376,00	0,00	-372 905,00	19 405 761,02	8 984 709,98	-2 188 000,00	-7,61 %	6 796 709,98
<b>Paiement - 18 02 01 01 - Appuyer la gestion des frontières et soutenir une politique commune des visas pour faciliter les voyages effectués de façon légitime</b>							
123 964 370,00	0,00	-16 707 000,00	70 702 253,04	36 555 116,96	11 000 000,00	8,87 %	47 555 116,96
<b>Paiement - 18 02 51 - Achèvement des opérations et programmes dans le domaine des frontières extérieures, de la sécurité et de la protection des libertés</b>							
73 483 714,00	0,00	25 000 000,00	96 663 993,88	1 819 720,12	41 000 000,00	55,79 %	42 819 720,12
<b>Paiement - 18 03 01 02 - Favoriser la migration légale vers l'Union et promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers, et promouvoir des stratégies de retour équitables et efficaces</b>							
128 191 655,00	0,00	0,00	95 984 759,44	32 206 895,56	7 000 000,00	5,46 %	39 206 895,56
<b>Paiement - 18 03 51 - Achèvement des opérations et des programmes dans le domaine des mesures en matière de retour, de réfugiés et de flux migratoires</b>							
117 144 601,00	0,00	4 258 905,64	114 566 394,11	6 837 112,53	30 000 000,00	25,61 %	36 837 112,53
<b>Paiement - 19 02 01 - Réponse aux situations de crise et de crise émergente</b>							
96 457 427,00	0,00	7 269 662,84	96 811 102,45	6 915 987,39	10 000 000,00	10,37 %	16 915 987,39
<b>Paiement - 19 05 01 - Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays</b>							
41 392 773,00	0,00	-3 829 277,00	2 325 629,83	35 237 866,17	-10 000 000,00	-24,16 %	25 237 866,17
<b>Paiement - 20 02 01 - Relations commerciales extérieures, y compris l'accès aux marchés des pays tiers</b>							
15 173 757,00	0,00	0,00	6 468 429,21	8 705 327,79	-3 500 000,00	-23,07 %	5 205 327,79
<b>Paiement - 20 02 03 - Aide au commerce -- Initiatives multilatérales</b>							
9 300 045,00	0,00	0,00	1 206 579,00	8 093 466,00	-3 500 000,00	-37,63 %	4 593 466,00
<b>Paiement - 21 02 51 04 - Sécurité alimentaire</b>							
140 324 836,00	0,00	51 455 564,00	190 310 676,35	1 469 723,65	50 000 000,00	35,63 %	51 469 723,65
<b>Paiement - 21 02 51 06 - Environnement et gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie</b>							
84 183 056,00	0,00	2 000 000,00	86 183 056,00	0,00	7 342 826,14	8,72 %	7 342 826,14



Ligne / Intitulé							
Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (5/1A)	Total (4±5)
<b>Paiement - 23 03 01 02 - Prévention des catastrophes et préparation aux catastrophes dans les pays tiers</b>							
4 365 769,00	128 354,00	0,00	726 440,56	3 767 682,44	-200 000,00	-4,58 %	3 567 682,44
<b>Paiement - 23 03 51 - Achèvement des programmes et actions dans le domaine de la protection civile au sein de l'Union (avant 2014)</b>							
8 820 769,00	261 977,00	0,00	3 846 634,83	5 236 111,17	-500 000,00	-5,67 %	4 736 111,17
<b>Paiement - 23 04 01 - Initiative des volontaires de l'aide de l'Union européenne -- Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires</b>							
10 078 812,00	0,00	0,00	111 782,15	9 967 029,85	-7 100 000,00	-70,44 %	2 867 029,85
<b>Paiement - 23 04 77 01 - Action préparatoire -- Corps volontaire européen d'aide humanitaire</b>							
688 366,00	0,00	0,00	187 072,34	501 293,66	-500 000,00	-72,64 %	1 293,66
<b>Paiement - 24 03 01 - Protéger les billets et les pièces en euros contre le faux monnayage et les fraudes connexes</b>							
609 775,00	0,00	87 111,00	390 666,66	306 219,34	200 000,00	32,80 %	506 219,34
<b>Paiement - 26 03 01 01 - Solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes</b>							
21 396 611,00	635 479,00	-80 000,00	17 685 630,62	4 266 459,38	2 000 000,00	9,35 %	6 266 459,38
<b>Paiement - 26 03 77 03 - Projet pilote -- PublicAccess.eu: Plateforme en ligne pour la publication proactive des documents non classifiés des institutions de l'Union</b>							
500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-150 000,00	-30,00 %	350 000,00
<b>Paiement - 26 03 77 05 - Projet pilote - Promouvoir les données ouvertes et liées, les logiciels libres et la participation de la société civile au processus législatif dans l'ensemble de l'UE (intégration AT4AM/LEOS LOD et logiciels libres)</b>							
250 000,00	0,00	0,00	31 289,38	218 710,62	-50 000,00	-20,00 %	168 710,62
<b>Paiement - 32 02 01 04 - Créer un environnement plus favorable aux investissements privés pour des projets en matière d'énergie</b>							
19 952 080,00	0,00	0,00	0,00	19 952 080,00	-19 952 080,00	-100,00 %	0,00
<b>Paiement - 33 02 51 - Achèvement des actions dans le domaine des droits, de la citoyenneté et de l'égalité</b>							
19 175 584,00	416 942,00	-376 064,00	11 552 472,55	7 663 989,45	-4 000 000,00	-20,86 %	3 663 989,45
<b>Paiement - 33 03 51 - Achèvement des actions dans le domaine de la prévention de la consommation de drogue, de l'information du public et de la justice</b>							
16 778 636,00	48 039,00	0,00	5 696 801,17	11 129 873,83	-5 000 000,00	-29,80 %	6 129 873,83
<b>Paiement - 34 02 01 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union</b>							
22 285 864,00	0,00	0,00	12 047 201,55	10 238 662,45	-5 000 000,00	-22,44 %	5 238 662,45
<b>Paiement - 34 02 02 - Accroître la résilience de l'Union au changement climatique</b>							
27 692 419,00	0,00	-3 701 426,62	8 148 772,16	15 842 220,22	-10 600 000,00	-38,28 %	5 242 220,22
<b>Total PRÉLÈVEMENT CP</b>					<b>-423 981 112,14</b>		
<b>Total RENFORCEMENT CP</b>					<b>423 981 112,14</b>		

## Justifications

### **Decreased 02 05 01**

#### **Developing and providing global satellite-based radio navigation infrastructures and services (Galileo) by 2020**

The redeployment of payment appropriations is possible due to a slight delay indicated for the procurement of the third batch of Galileo satellites. The signature of the contract was initially planned for 2015, but is now scheduled for the second quarter of 2016 because of delays in delivery from the satellite manufacturer (OHB) and an anomaly in the launch of satellites in August 2014. Part of the appropriations were already redeployed through Amending Budget 5/2015 responding to migratory pressures. The remaining amount of EUR 53 million can now be made available.

### **Increased 04 03 01 08**

#### **Industrial relations and social dialogue**

Implementation on this line exceeded the voted payment appropriations in 2014 (121%), and for 2015, the amount of EUR 0,6 million remaining is well below the estimated needs until the end of the year. Existing contractual obligations, and the pre-financing needed following the most recent call for proposals, necessitates a reinforcement by EUR 4,5 million.

### **Decreased 04 04 01**

#### **EGF - to support workers and self-employed persons whose activity has ceased as a result of the globalisation**

It is possible to reduce the level of payment appropriations on the budget line for the European Globalisation Adjustment Fund (EGF) by EUR 14,5 million. This is due to the receipt of recoveries following the finalisation of previous EGF cases. In 2015, some EUR 35 million in payment appropriations was available as internal assigned revenue stemming from the recoveries received in the previous year, and this combined with the EUR 25 million in voted appropriations is more than enough to cover the cases presented and in the pipeline.

### **Decreased 04 05 51**

#### **Completion of actions (prior to 2014) -- Instrument for Pre-Accession Assistance -- Human resources development**

The level of declared expenditure from Candidate Countries, and in particular Turkey, is lower than expected. An amount of EUR 10 million can therefore be made available for redeployment.

### **Decreased 05 02 10 02**

#### **Promotion measures -- Direct payments by the Union**

Due to the delayed signature of the Geographical Indication agreement with China, the campaign was launched later than foreseen and the final payment cannot be made in 2015. Therefore, payment appropriations of EUR 0,5 million can be released for transfer.

### **Increased 05 05 02**

#### **Instrument for Pre-accession Assistance for Rural Development (IPARD) -- Completion of the programme (2007 to 2013)**

A reinforcement is needed to finalise the reimbursement of Q4-2014 declarations and to reimburse the Q1-2015 and Q2-2015 declarations as well as the estimated declarations for Q3-2015. The amount of EUR 10 million included in the Global Transfer will cover part of this additional need.

### **Decreased 05 06 01**

#### **International agricultural agreements**

This budget article covers the EU's contribution to the International Grains Council (IGC), the International Sugar Organisation (ISO), the International Organisation of vine and wine (OIV), and to the International Olive Oil Council (IOOC). For all these organisations, the EU contributions paid in 2015 were smaller than expected in the 2015 budget.

The main reduction in the EU's overall contribution expenditure in 2015 arises from the IOOC agreement which expired at the end of 2014 and has been temporarily prolonged until the end of 2016. During this prolongation, the IOC Council of Members decided to keep a restricted budget.

The contributions for the International Sugar Organisation and for the International Grains Convention are paid in GBP. In view of the expected appreciation of the GBP-EUR exchange rate, the 2015 budget included appropriations to cover this cost. However, the actual EUR amounts needed were less than had been assumed in the 2015 budget.

Finally, there will be no payments in 2015 for the OIV, pending signature in 2016.

In view of the above, payment appropriations of EUR 0,3 million can be made available.

#### **Increased 05 08 01**

##### **Farm Accountancy Data Network (FADN)**

Payments to Member States for duly completed farm returns are laid down in Articles 19(1) of Regulation (EC) No 1217/2009 and Article 5(3) of Regulation (EU) No 730/2013. The total amount needed to honour these obligations in 2015 (including obligations vis-à-vis IT contractors) comes to EUR 14,5 million, of which only EUR 11,8 million were made available in the initial budget. Taking into account an internal Commission transfer covering a part of the missing EUR 2,7 million, the remaining part EUR 1,6 million is requested in the Global Transfer.

#### **Decreased 06 02 01 05**

##### **Creating an environment more conducive to private investment for transport infrastructure projects**

This budget item covers the appropriations necessary for the implementation of the Debt Instrument under the Connecting Europe Facility – Transport strand. The Delegation Agreement between the EU and the European Investment Bank setting up the Instrument was signed on 22 July 2015 and the process of identification and financial structuring of projects ready to receive support is now being initiated. Therefore, the Commission assesses that the actual disbursements will start in 2016 only, leaving the allocated payments in 2015 (EUR 43,7 million) available for redeployment.

#### **Decreased 06 02 51**

##### **Completion of trans-European networks programme**

The availability of EUR 32,4 million concerns a project carried out under the Loan Guarantee Instrument for TEN-Transport projects (LGTT), managed by the European Investment Bank on behalf of the Commission. Due to delays in the financial construction for this project the payment initially planned for 2015 will only be made in 2016.

#### **Increased 07 02 01**

##### **Contributing to a greener and more resource-efficient economy and to the development and implementation of Union environmental policy and legislation**

An additional EUR 0,5 million will be needed to cover the first pre-financing payments for traditional projects selected and an additional EUR 1,8 million will be needed to cover the financial obligations under existing contracts and to cover the first pre-financing payments for the integrated projects, a new instrument under the LIFE programme, giving a total increase of EUR 2,3 million. Failing to meet the first payment obligations would jeopardise the successful implementation of these instruments.

#### **Increased 07 02 02**

##### **Halting and reversing biodiversity loss**

As in the case of article 07 02 01 above, an additional EUR 2,3 million will be needed to cover the first pre-financing payments for traditional projects and an additional EUR 4,8 million will be needed to cover the financial obligations under existing contracts and to make the first pre-financing payments for the integrated projects, giving a total increase of EUR 7,1 million.

#### **Increased 07 02 03**

##### **Supporting better environmental governance and information at all levels**

As for articles 07 02 01 and 07 02 02 above, an additional EUR 6,2 million will be needed to cover the financial obligations under existing contracts and to make the first pre-financing payments for the integrated projects.

**Decreased 08 04 01 02****Construction, operation and exploitation of the ITER facilities -- European Joint Undertaking for ITER -- Fusion for Energy (F4E)**

The decrease is explained by the revised amount of the contribution to ITER Organisation. A transfer of EUR 13,1 million is therefore possible.

**Decreased 08 04 51****Completion of European Joint Undertaking for ITER -- Fusion for Energy (F4E) (2007 to 2013)**

Payments planned for 2015 have had to be shifted to later years, pending the provision by the contractor of the deliverables requested as agreed during the commitment stage.

Manufacturing delays have accumulated in relation to the seven sectors of the vacuum vessel assigned to the EU due to the complexity of the fabrication and delays in the completion of the final design. Therefore commitments planned to be released in 2014 had to be postponed to the end of 2015 or even to 2016.

The construction of the main tokamak building has also slowed down due to changes requested by the ITER Organisation arising from machine evolution and to requests issued by the French Nuclear Safety Authority (ASN).

The delays in the achievement of these milestones had also led to delays for smaller contracts, reducing the amount needed for their pre-financing. A transfer of EUR 96.9 million is therefore possible.

**Decreased 09 02 77 02****Pilot project - Implementation of the Media Pluralism Monitoring Tool**

The final payment for the pilot project will now be processed in 2016, allowing the transfer of EUR 0,3 million.

**Decreased 09 02 77 03****Pilot project - European Centre for Press and Media Freedom**

A decrease of EUR 0,2 million is possible from the current budget line since further payments are not expected to be processed in 2015.

**Decreased 09 02 77 04****Preparatory action - European Centre for Press and Media Freedom**

Due to the timing of the launch of the call for proposal, which is expected to be in September 2015, pre-financing payments for this preparatory action will be processed in 2016, and an amount of EUR 0,3 million can be transferred.

**Decreased 09 03 01****Preparing broadband projects for public and/or private financing**

This budget line concerns the appropriations for the Connecting Europe Facility – broadband technical assistance which is implemented by the World Bank as a partner institution. In line with the agreement reached between the World Bank and the Commission, the budget for technical assistance totals EUR 0,9 million, which has been committed in mid-2015. Payments of some EUR 0,3 million are due to the World Bank by the end of this year, and so EUR 1,5 million may be transferred.

**Decreased 09 03 02****Creating an environment more conducive to private investment for telecommunication infrastructure projects -- CEF Broadband**

This budget item covers the appropriations necessary for the implementation of the Debt Instrument under the Connecting Europe Facility – Telecom strand. The Delegation Agreement between the EU and the European Investment Bank setting up the Instrument was signed on 22 July 2015 and the process of identification and financial structuring of projects ready to receive support is now being initiated. Therefore, the Commission assesses that the actual disbursements will start in 2016 only, leaving the payments (EUR 35,8 million) available for redeployment.

**Decreased 09 03 03****Promoting interoperability, sustainable deployment, operation and upgrading of trans-European digital service infrastructures, as well as coordination at European level**

The launch of the eight calls for proposals in the field of digital service infrastructure is scheduled for September and October 2015. Therefore, the pre-financing on the selected projects, as well as related costs for the evaluations of the proposals, will only be due at the beginning of 2016. The corresponding payment appropriations (EUR 8,0 million) may therefore be transferred.

**Increased 09 04 02 01****Leadership in information and communications technology**

The additional appropriations of EUR 26,4 million will be used to contribute to the payment of the pre-financing of the ICT Call 2015, for which the evaluation has been completed one month earlier than originally planned, advancing the start date of some projects from January 2016 to December 2015.

**Increased 09 04 51****Completion of the Seventh Framework Programme (2007 to 2013)**

The increase of appropriations (EUR 19,5 million) requested for the completion of FP7 is fully linked to the ECSEL Joint Undertaking. (Electronic Components and Systems for European Leadership), for the processing of payments of projects funded following calls launched by the former ARTEMIS and ENIAC Joint Undertakings (JU). The reason is an acceleration of the payments to projects made by the national funding authorities (NFAs). According to Article 12(2) of the Statutes annexed to the Council Regulations 72/2008 and 74/2008, the terms and condition of the grant agreements ARTEMIS and ENIAC concluded with beneficiaries rely on corresponding national agreements. In that sense, the JU relies on recognition of costs and payment of national contribution by NFAs, which triggers the payment of the EU contribution from the JU. The pace of the payment is difficult to predict since national budgetary systems differ and payments are made based on national budgetary procedures. As ECSEL is dependent on the pace of payments made by the NFAs, it is very hard to predict in advance and with great precision what the payment speed and volume will be at the level of the NFAs.

**Decreased 10 05 01****Decommissioning of Euratom obsolete nuclear facilities and final disposal of wastes**

The Decommissioning and Waste Management Programme is currently being implemented in two Joint Research Centre (JRC) sites, namely Ispra and Karlsruhe. Due to delays on the side of contractors, payments have been postponed, and an amount of EUR 1,4 million can be returned.

**Decreased 11 06 61****Fostering the development and implementation of the Union's Integrated Maritime Policy**

Several actions foreseen in 2015 (for example, coast guard fora and other events) cost less than the original estimate, while some payments initially planned for late 2015 have now been moved to 2016 due to delays in the submission of deliverables (reports etc). Furthermore, part of the RAL will be decommitted as the balance payments made were lower than foreseen. EUR 5.7 million can be made available for redeployment.

**Decreased 11 06 62 02****Control and enforcement**

The cost related to the joint purchase of chartering of patrol vessels, aircrafts and helicopters will be EUR 10,5 million lower than foreseen, and the consumption of payment appropriations for the pre-2014 RAL is EUR 2,5 million lower than expected, allowing for the transfer of EUR 13 million.

**Decreased 11 06 62 04****Governance and communication**

Due to lower cost than originally foreseen for some actions, the postponement of some conferences, and the fact that three Advisory Councils were not created, and therefore did not require pre-financing, EUR 1,8 million can be made available for redeployment.

**Decreased 11 06 62 05****Market intelligence**

As one final payment will not be made in 2015, pending the receipt of the draft final report, EUR 1,2 million can be made available for redeployment.

**Increased 14 02 01****Supporting the functioning and modernisation of the customs union**

A reinforcement of EUR 9 million in payment appropriations will be needed to honour the IT contracts already signed. The programme finances some 45 IT systems through major outsourcing to big IT companies working to keep all operations running smoothly. These are essential instruments to ensure data transmission for the daily functioning of the Customs Union. Any lack of payment appropriations could jeopardise the running of these crucial businesses and time critical operations for economic operators and national administrations, and also run the risk of late interest payments.

**Increased 14 03 01****Improving the proper functioning of the taxation systems**

A reinforcement of EUR 4 million in payment appropriations will be needed to honour the IT contracts already signed. Similarly to the situation for 14 02 01 above, the programme finances some 45 IT systems through major outsourcing and these are essential instruments to ensure the functioning of the trans-European tax systems. A lack of payment appropriations would jeopardise operations.

**Increased 14 04 01****Implementation and development of the internal market**

As in the cases of 14 02 01 and 14 03 01 above, a reinforcement of EUR 0,5 million in payment appropriations is needed to honour the IT contracts already signed. The deliverables have been provided by the external contractors, and will shortly be invoiced. Without the reinforcement, late interest payments will follow.

**Increased 15 02 01 01****Promoting excellence and cooperation in the European education and training area and its relevance to the labour market**

and

**Increased 15 02 01 02****Promoting excellence and cooperation in the European youth area and the participation of young people in European democratic life**

As set out in the document *Elements for a payment plan to bring the EU budget back onto a sustainable track* from 23 March 2015 and confirmed in the document *Active Monitoring and Forecast of Budget Implementation* from July 2015, the 2015 voted payment appropriations for the Erasmus+ programme are insufficient to cover the full contractual obligations. Despite the several internal redeployments, and recourse to all possible Deficit Reduction Measures - DRM, there is still a shortfall to cover the payment of pre-financings which will be requested by National Agencies by the end of 2015. The shortage is estimated at EUR 150 million for Education and Training, and at EUR 20 million for the Youth strand.

**Increased 16 03 02 02****Operation of radio and television studios and audiovisual equipment**

Additional appropriations (EUR 0,5 million) are mainly needed to pay the ongoing service contracts for the exploitation of the TV and Radio Studios, the studio infrastructure and the satellite transmission (monthly or trimestral payments) and partly to pay the purchase of equipment for the HD upgrade of TV studios.

**Increased 16 03 02 03****Online and written information and communication tools**

The requested reinforcement of EUR 2,5 million will be used to meet contractual obligations, notably for the operational costs of technical assistance for the Europa website; the operational costs for the Euro Direct Contact Centre (invoices covering from July to October, inclusive). The EDCC contractor won't be able to keep the service operational if this budget line is not reinforced; and payments related to the equipment and provision of services by system developers.

#### **Increased 16 03 02 04**

##### **General report and other publications**

A reinforcement of EUR 0,3 million is needed to on this line is needed to cover Publication Office warehouse services already provided and due to be invoiced shortly, as well as- ongoing requests for printing of publications from representations, information centres etc.

#### **Increased 16 03 02 05**

##### **Public opinion analysis**

A reinforcement of EUR 1 million is needed for final payments related to Eurobarometer Standard and Flash (reception of invoices foreseen for November).

#### **Decreased 17 03 01**

##### **Encouraging innovation in healthcare and increasing the sustainability of health systems, improving the health of Union citizens and protecting them from cross-border health threats**

The adoption of the 2015 work programme was delayed (2 June 2015) and the 2015 call for proposals was launched immediately after. As a result grant agreements will not be signed this year and there will be no pre-financing paid in 2015, allowing the redeployment of EUR 2,7 million.

#### **Decreased 17 03 51**

##### **Completion of public health programmes**

As beneficiaries sent in their interim and final cost claims later than expected, the planned financing of several actions under the Public Health programme will not be needed in 2015. Therefore not all the available payment appropriations will be used this year, and EUR 3,1 million can be transferred.

#### **Decreased 17 03 77 11**

##### **Preparatory action -- Fruit and vegetable consumption**

The call for tender is currently on-going and the procurement procedure is expected to be finalised in the fourth quarter of 2015. As this is a procurement contract, no pre-financing will be paid; and the first interim payment will only be made in 2016. Thus EUR 0,2 million may be made available for transfer.

#### **Decreased 17 03 77 12**

##### **Pilot project -- Reducing health inequalities: building expertise and evaluation of actions.**

As in the case of 17 03 77 11, the procurement procedure is expected to be finalised in the fourth quarter of 2015, and the first interim payment will only be made in 2016. Therefore EUR 0,5 million can be redeployed.

#### **Decreased 17 03 77 13**

##### **Pilot project -- Developing evidence based strategies to improve the health of isolated and vulnerable persons**

As above, with the procurement procedure to be finalised at the end of this year, the first interim payment will only be made in 2016, and so EUR 0,3 million can be released.

#### **Decreased 17 03 77 14**

##### **Preparatory action -- Healthy diet: early years and ageing population**

In accordance with the provisions of the four grant agreements signed under this budget line, the next payments are only due in 2016. Therefore EUR 0,2 million will not be needed in 2015.

#### **Decreased 17 03 77 16**

##### **Pilot project -- The Effect of Differing Kidney Disease Treatment Modalities and Organ Donation and Transplantation Practices on Health Expenditure and Patient Outcomes**

The call for proposals is under preparation and the launch of the procedure is expected in the fourth quarter of 2015. Therefore, the payment appropriations (EUR 0,5 million) will only be needed in 2016.

**Decreased 17 03 77 17**

**Pilot project - Platform for the strengthening of organ donation in the field of the European Union and neighboring countries: EUDONORG2015-2016**

and

**Decreased 17 03 77 18**

**Pilot project - Reducing health inequalities experienced by LGBTI people**

and

**Decreased 17 03 77 19**

**Pilot project - Access to healthcare for people in rural areas**

The tender procedures for these three projects expected to be finalised at the end of 2015/beginning of 2016. As this is a procurement contract, no pre-financing will be paid. Therefore the payments of EUR 0,3 million, EUR 0,2 million, and EUR 0,2 million respectively, will not be needed this year.

**Decreased 17 04 01**

**Ensuring a higher animal health status and high level of protection of animals in the Union**

Based on the Member States' payment requests for the implementation of the 2014 eradication programmes, there will be a surplus of in payment appropriations on this budget article. Part of it will be used for internal transfers towards budget lines in the Feed and Food area where there is a shortage of payments (Emergency fund – new measures and Official controls). The remaining EUR 3,1 million can be made available for use by other programmes.

**Decreased 17 04 02**

**Ensuring timely detection of harmful organisms for plants and their eradication**

The commitments for the 2015 pest survey programmes under this line have been signed in the beginning of 2015. The Member States will report on the implementation of these programmes and will submit their cost claims by April 2016; therefore the payment appropriations of EUR 7,1 million are not needed in 2015.

**Decreased 17 04 51**

**Completion of previous measures in food and feed safety, animal health, animal welfare and plant health**

With regard to the implementation of previous years' programmes the Member States claimed lower amounts than initially foreseen. Moreover ex-ante controls on some eradication files will not be finalised before the end of the year. Therefore the full amount of payment appropriations will not be needed and EUR 2,2 million can be transferred.

**Increased 18 02 01 01**

**Support of border management and a common visa policy to facilitate legitimate travel**

In the coming months, the Commission needs to cover the pre-financing payments on the National Programmes under the Internal Security Fund – Borders for 12 Member States, totalling some EUR 35,5 million. In addition, around EUR 10 million needs to be paid on contracts and grants (such as grants on emergency actions and EUROSUR). Taking into account the current availabilities on this budget item, the estimated shortfall until the year-end is EUR 11 million.

**Increased 18 02 51**

**Completion of operations and programmes in the field of external borders, security and safeguarding liberties**

The Commission needs to proceed with the closure of national programmes for which the final payments requests have already been received (Germany 2010, Spain 2011, Lithuania 2012, Bulgaria 2012, France 2012, Portugal 2012). In addition, interim payments for grant agreements for actions granted in 2012 under the former Prevention and Fight against Crime programme (ISEC) are expected by the end of 2015. Therefore an additional EUR 41 million is needed.



#### **Increased 18 03 01 02**

##### **Supporting legal migration to the Union and promoting the effective integration of third-country nationals and enhancing fair and effective return strategies**

Revised payment forecasts have identified that the needs until the end of the year consist of EUR 33 million for the pre-financing of the national programmes and of EUR 7 million for the pre-financings of Union actions. Given the current availabilities on the line (EUR 33 million), the Commission requests a reinforcement of EUR 7 million.

#### **Increased 18 03 51**

##### **Completion of operations and programmes in the field of return, refugees and migration flows**

Revised forecasts for payments have identified needs for the closures of Union actions under the former Refugee, Integration and Return funds for EUR 4,6 million, the closure of the annual programmes 2009-2012 in shared management for EUR 25,2 million, and the second pre-financings of the 2013 annual programmes in shared management for EUR 6,2 million. Given the current availabilities on the line, the Commission therefore requests a reinforcement of EUR 30 million.

#### **Increased 19 02 01**

##### **Response to crisis and emerging crisis**

As of 31 August 2015, EUR 94,4 million or 98% of the available payment appropriations have been consumed. New contracts resulting from recently adopted financing decisions will necessitate a first pre-financing payment before the end of the year. An additional amount of EUR 10 million will be reinforced through the Global Transfer to cover forecasted payment obligations until the end of the year.

#### **Decreased 19 05 01**

##### **Cooperation with third countries to advance and promote Union and mutual interests**

As per procurement planning, the signature of a number of contracts is being delayed to the end of 2015, leading to payments being requested only at the beginning of 2016. EUR 10 million in payment appropriations can therefore be made available for redeployment.

#### **Decreased 20 02 01**

##### **External trade relations, including access to the markets of third countries**

Due to the absence of payment appropriations in 2014, where possible, the signature of contracts was slowed down, and this had a knock on effect on the schedule of payments, which means that the need for payments has been postponed to 2016. In addition, with the entry into force of the new provisions of the Financial Regulation, some contributions to international organisations were cancelled. The amount of EUR 3,5 million is made available for redeployment.

#### **Decreased 20 02 03**

##### **Aid for trade -- Multilateral initiatives**

As for 20 02 01 above, due to delays in the signature of contracts and contribution agreements, the need for payment has been postponed to 2016. In addition, with the entry into force of the new provisions of the Financial Regulation, some contributions to international organisations were cancelled. The amount of EUR 3,5 million is made available for redeployment.

#### **Increased 21 02 51 04**

##### **Food security**

In 2014 the lack of payment appropriations meant that many 2014 invoices had to be paid in 2015. This year the budget line has been internally reinforced several times, however these internal sources of financing are currently been exhausted. At the beginning of September the implementation rate was already 100%, and payments have consequently been stopped. There are unpaid invoices affecting projects in Delegations like Haiti, Bangladesh, DR Congo, South Sudan, Mauritania, Indonesia and Guinea-Conakry. Postponing the payments until 2016 will put the EU's partners in very difficult financial situation with the risk of seriously delaying the implementation of projects, as well as paying late interest. A reinforcement of EUR 50 million is requested to cover needs to the year-end.

**Increased 21 02 51 06****Environment and sustainable management of natural resources, including energy**

Because of insufficient payment appropriations last year, many 2014 invoices were only paid in 2015. This budget line was already reinforced in 2015 from other lines within the chapter, where payments could be delayed to 2016 with less negative impacts. The implementation rate is 100% at the beginning of September and the payments have stopped. A reinforcement of EUR 7,3 million is urgently required.

**Decreased 23 03 01 02****Disaster prevention and preparedness in third countries**

Several final reports have been received very late or were incomplete which caused delays in finalising and final payments on several projects. A small balance of EUR 0,2 million will therefore not be used before the year-end.

**Decreased 23 03 51****Completion of programmes and actions in the field of civil protection within the Union (prior to 2014)**

Several final reports have been received very late in the year or they are incomplete, which in turn has delayed the final financial liquidation of some projects. In addition some finalised projects show lower achievement than expected. As a result, an amount of EUR 0,5 million will not be used at year-end.

**Decreased 23 04 01****EU Aid Volunteers initiative – strengthening the Union's capacity to respond to humanitarian crisis**

The implementation of commitment appropriations progresses in line with the forecasts, and will be fully executed by the end of the year. However, the implementation of payment appropriations is facing delays due to a number of factors. One call for proposals has been delayed, postponing the payment from December 2015 to February 2016. In addition, fewer than expected Non-governmental Organisations (NGOs) have applied for the certification procedure which reduces expenditure. Certification is a requirement for NGOs to receive assistance to deploy volunteers. Finally, the estimates for the costs of insurance of volunteers have been revised downwards. Thus, an amount of EUR 7,1 million in payment appropriations is made available for redeployment.

**Decreased 23 04 77 01****Preparatory action -- European Voluntary Humanitarian Aid Corps**

The projects have been finalised and the final balance of EUR 0,5 million can be made available for redeployment.

**Increased 24 03 01****Protecting the euro banknotes and coins against counterfeiting and related fraud**

The Pericles programme has a lifecycle of two years, and therefore most of the commitments of a given year are paid in the following one. In 2014 the late approval of the new legal base had an impact on payments which were shifted to 2015. The current 2015 payment appropriations only cover the RAL of 2014, and so an additional amount of EUR 0,2 million is needed in order to fund 2015 pre financings and first payments.

**Increased 26 03 01 01****Interoperability solutions for European public administrations**

The ISA programme has experienced recurrent payment shortages in recent years. A reinforcement of EUR 2 million is required to avoid paying late interest, as occurred in 2014 (EUR 0,1 million paid).

**Decreased 26 03 77 03****Pilot project - PublicAccess.eu - Online platform for the pro-active publication of EU Institutions unclassified documents**

Following the analysis and planning phase of the project, all commitments are not yet complete, and therefore some payments will only be implemented in 2016, enabling a transfer of EUR 0,2 million.

**Decreased 26 03 77 05****Pilot project -- Promoting Linked Open Data, Free Software and civil society participation in law-making throughout the EU (AT4AM/LEOS LOD and FS-integration)**

Following the analysis and planning phase of the project, all commitments are not yet complete, and therefore some payments will only be implemented in 2016, enabling a transfer of EUR 0,1 million.

**Decreased 32 02 01 04****Creating an environment more conducive to private investment for energy projects**

This budget item covers the appropriations necessary for the implementation of the Debt Instrument under the Connecting Europe Facility – Energy strand. The Delegation Agreement between the EU and the European Investment Bank setting up the Instrument was signed on 22 July 2015 and the process of identification and financial structuring of projects ready to receive support is now being initiated. Therefore, the Commission assesses that the actual disbursements will start in 2016 only, leaving the allocated payments (EUR 20,0 million) in 2015 available for redeployment.

**Decreased 33 02 51****Completion of actions in the field of rights and citizenship and equality**

The eligible costs under the final payment claims received so far in 2015 have been below the initially granted amounts for the projects. Taking into account the projects remaining to be closed by the year-end, and the present availabilities on the budget line, the Commission estimates that EUR 4 million will not be required in 2015.

**Decreased 33 03 51****Completion of actions in the field of drugs prevention and information and justice**

The eligible costs under the final payment claims received so far in 2015 have been below the initially granted amounts for the projects. Furthermore, in addition to the voted payments, the recoveries stemming from the closure of projects in the previous year (EUR 2,4 million) have also been used to meet the current year needs. Taking into account the projects remaining to be closed by the year-end and the present availabilities on the budget line, the Commission estimates that EUR 5 million will not be required in 2015.

**Decreased 34 02 01****Reducing Union greenhouse gas emissions**

Due to changes in the schedule of payments foreseen for the Private Finance for Energy Efficiency (PF4EE) financial instrument, the amounts to be disbursed to the EIB from this budget line will be lower than originally estimated. In 2015, total payments to PF4EE from this budget line amount to EUR 6,1 million, which have been already disbursed. Therefore, it is proposed to make EUR 5 million available for transfer.

**Decreased 34 02 02****Increasing the resilience of the Union to climate change**

Due to changes in the nature of the Natural Capital Financing Facility (NCF) financial instrument, the amounts to be disbursed to the EIB from this budget line will be lower than originally estimated. The focus will be given to the guarantee facility, while initially it was foreseen to finance also loans and equity. In 2015, total payments to NCF from this budget line amount to EUR 4,1 million. Therefore, it is proposed to transfer EUR 10,6 million.